

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

8 avril 2020

### **États généraux du numérique éducatif : bâtissons collectivement les fondements et les principes de « L'Ecole de demain »**

Le 5 avril 2020, le ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse Jean-Michel Blanquer a annoncé sur France Inter vouloir tenir, à la rentrée 2020-2021, des États généraux du numérique éducatif.

Le Réseau français des villes éducatrices, l'Association Nationale des Directeurs et des Cadres de l'Éducation des Villes et des Collectivités Territoriales et France urbaine estiment indispensable que le comité des partenaires du numérique pour l'éducation soit pleinement associé à cette démarche, en tant qu'acteur engagé sur le sujet depuis plusieurs années.

Depuis le début de la crise sanitaire liée au Covid-19 qui a entraîné la fermeture des établissements scolaires, une multitude de ressources sont mises à la disposition des élèves : flux de ressources pédagogiques et éducatives, plateformes publiques et privées, espaces numériques de travail (ENT)... Ces dispositifs instructifs et de grande qualité sont au cœur du système éducatif de demain. Mais aujourd'hui, à l'heure du confinement, de nombreuses familles n'ont pas accès à un ordinateur, une connexion internet et à des compétences numériques leur permettant de pouvoir « faire l'école à la maison » pour leurs enfants. Se pose ainsi la question de l'assurance de la continuité pédagogique quand certains ne disposent pas des outils pour y accéder.

Dans cette situation inédite qui oblige à l'apprentissage à distance, le système éducatif participe malgré lui au creusement des inégalités. Chaque éducateur, qu'il soit parent ou enseignant, se trouve confronté au fossé numérique qui participe à la fracture de notre société. A la sortie du confinement, il s'agira d'évaluer, recenser autant les pratiques pédagogiques créatives que les difficultés rencontrées dans chaque famille, chaque établissement et chaque territoire urbain et rural pour les promouvoir ou les ajuster.

Le numérique a toute sa place parmi l'ensemble des supports pédagogiques qui sont à la disposition des acteurs éducatifs. Son appropriation démocratique ne dépend pas de sa seule incursion quantitative dans toutes les strates de la société. Aussi, pour définir ensemble les principes qui permettraient de ne pas ajouter de nouvelles inégalités dans l'action éducative, le recueil d'expériences des enseignants, des parents, des collectivités locales et des associations sera primordial.

Le Réseau français des villes éducatrices, l'Association Nationale des Directeurs et des Cadres de l'Éducation des Villes et des Collectivités Territoriales et France urbaine appellent à travailler dès maintenant sur les premières propositions préparant les États généraux. C'est tous ensemble, ministères, enseignants et leurs syndicats, collectivités, chercheurs, associations (d'élus, de parents d'élèves, de solidarité et des quartiers populaires, d'éducation populaire), réseau de la médiation et de la formation numérique, que nous pouvons avancer.

#### **Contacts presse :**

Anna ANGELI - 06 61 12 73 72  
[contact@rfve.fr](mailto:contact@rfve.fr)

Benoît CORMIER - 06 40 86 45 38  
[b.cormier@franceurbaine.org](mailto:b.cormier@franceurbaine.org)

Marion AUBERT - 06 51 36 90 32  
[marion.aubert@andev.fr](mailto:marion.aubert@andev.fr)